

Les agents des finances mécontents

🕒 2 min



Sud Ouest

Inès Lombarteix

BORDEAUX La branche régionale du syndicat Solidaires Finances publiques a manifesté, hier, contre un rapport à charge de la Cour des comptes

Dès 11 heures, une cinquantaine de fonctionnaires souhaitaient rencontrer le représentant régional de la Cour des comptes pour faire remonter leurs revendications à Paris. Ils n'ont pas été reçus. « Nos missions doivent être sauvegardées tout comme nos emplois et le service public de proximité. Ce n'est pas du tout ce que dit le rapport de la Cour des comptes, qui veut nous détruire », explique David Robert, responsable régional de Solidaires Finances publiques.

En effet, le rapport indique qu'il y a « un très grand nombre de services locaux de petite taille ne pouvant assurer un service de qualité ». La solution proposée est de privilégier le numérique pour échanger avec les usagers. Or, cette recommandation suscite la colère des fonctionnaires qui sont venus de Poitiers, Périgueux, La Rochelle ou encore Bayonne pour « défendre leurs emplois et le service public ».

« On ne peut pas régler les problèmes par Internet, il faut privilégier la relation humaine, surtout pour les populations les plus fragiles qui n'ont pas toujours accès à Internet », estime cet agent des finances, employé depuis une vingtaine d'années.

Selon Patrick Mérian, secrétaire départemental de Solidaires Finances publiques, « les trésoreries seraient touchées avec, notamment en Gironde, des fermetures à Étauliers et Saint-Savin ».

Un service public payant

Au service informatique des Finances publiques pour le Sud-Ouest, on craint pour la sécurité des données des utilisateurs : « C'est Oracle, une entreprise américaine qui gère une partie de nos bases de données. Ce n'est plus un logiciel interne ». Certains services pourraient passer sous la responsabilité d'autres structures, comme le souligne David Robert : « 20 % des personnes qui n'ont pas accès au site Internet impôt.gouv viennent nous voir pour savoir comment rentrer sur leur compte. Mais comme nous n'avons plus les moyens de les accueillir, ils ont demandé à La Poste de le faire moyennant 39 euros. Un service public gratuit devient alors payant. »

Des manifestations ont eu lieu dans toute la France. En dix ans, environ 30 000 postes ont été supprimés dans les Finances publiques, dont 700 en Gironde.